

---

# Code civil



Dernière modification: 2024-09-14

Edition : 2025-01-06

2890 articles avec 1956 liens

2436 références externes

Ce code ne contient que du droit positif français,  
les articles et éléments abrogés ne sont pas inclus.

Il est recalculé au fur et à mesure des mises à jour.

Pensez à actualiser votre copie régulièrement à partir de [codes.droit.org](https://codes.droit.org).

Ces codes ont pour objectif de démontrer l'utilité de l'ouverture des données publiques juridiques tant législatives que jurisprudentielles. Il s'y ajoute une promotion du mouvement Open Science Juridique avec une incitation au dépôt du texte intégral en accès ouvert des articles de doctrine venant du monde professionnel (Grande Bibliothèque du Droit) et universitaire (HAL-CNRS).

Traitements effectués à partir des données issues des APIs Legifrance et Judilibre. [droit.org](https://droit.org) remercie les acteurs du Web qui autorisent des liens vers leur production : [Dictionnaire du Droit Privé](#) (réalisé par MM. Serge Braudo et Alexis Baumann), le Conseil constitutionnel, l'Assemblée Nationale, et le Sénat.

Avec l'aide de:



Habet



La Loi des Ours



Permet de voir l'article sur legifrance



Permet de retrouver l'article dans le plan



Permet de lancer une recherche de jurisprudence Cassation sur Judilibre



Permet de lancer une recherche de jurisprudence judiciaire en appel sur Judilibre



Permet de lancer une recherche de jurisprudence administrative sur legifrance



Permet de lancer une recherche de jurisprudence française sur Juricaf

Vous pouvez contribuer en proposant des liens vers le texte intégral ouvert d'articles de doctrine relatifs au contenu de chaque code (article, chapitre, section) en utilisant ce formulaire (<https://droit.org/form.html>). Ces liens seront ensuite soumis à l'équipe de modération de droit.org avant inclusion dans les codes. Sont particulièrement appréciés les documents disponibles dans la [GBD](#) ou [HAL](#).

# Plan

Titre préliminaire : De la publication, des effets et de l'application des lois en général (1- 6-2 ) .....	12
Livre I : Des personnes .....	14
Titre Ier : Des droits civils (7- 15) .....	14
Chapitre II : Du respect du corps humain (16- 16-9) .....	15
Chapitre III : De l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne et de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques (16-10- 16-13) .....	19
Chapitre IV : De l'utilisation des techniques d'imagerie cérébrale (16-14) .....	21
Titre Ier bis : De la nationalité française .....	22
Chapitre Ier : Dispositions générales (17- 17-12) .....	22
Chapitre II : De la nationalité française d'origine .....	24
Section 1 : Des Français par filiation (18 - 18-1) .....	24
Section 2 : Des Français par la naissance en France (19 - 19-4) .....	24
Section 3 : Dispositions communes (20 - 20-5) .....	25
Chapitre III : De l'acquisition de la nationalité française .....	27
Section 1 : Des modes d'acquisition de la nationalité française .....	27
Paragraphe 1 : Acquisition de la nationalité française à raison de la filiation (21) .....	27
Paragraphe 2 : Acquisition de la nationalité française à raison du mariage (21-1- 21-6) .....	27
Paragraphe 3 : Acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France (21-7- 21-11) .....	28
Paragraphe 4 : Acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité (21-12- 21-14) .....	29
Paragraphe 5 : Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique (21-14-1- 21-25-1) .....	31
Paragraphe 6 : Dispositions communes à certains modes d'acquisition de la nationalité française (21-26- 21-27-1) .....	33
Paragraphe 7 : De la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française (21-28- 21-29) .....	34
Section 2 : Des effets de l'acquisition de la nationalité française (22 - 22-3) .....	34
Chapitre IV : De la perte, de la déchéance et de la réintégration dans la nationalité française .....	36
Section 1 : De la perte de la nationalité française (23 - 23-9) .....	36
Section 2 : De la réintégration dans la nationalité française (24 - 24-3) .....	37
Section 3 : De la déchéance de la nationalité française (25 - 25-1) .....	38
Chapitre V : Des actes relatifs à l'acquisition ou à la perte de la nationalité française .....	39
Section 1 : Des déclarations de nationalité (26 - 26-5) .....	39
Section 2 : Des décisions administratives (27 - 27-3) .....	40
Section 3 : Des mentions sur les registres de l'état civil (28 - 28-1) .....	41
Chapitre VI : Du contentieux de la nationalité .....	42
Section 1 : De la compétence des tribunaux judiciaires et de la procédure devant ces tribunaux (29 - 29-5) .....	42
Section 2 : De la preuve de la nationalité devant les tribunaux judiciaires (30 - 30-4) .....	43
Section 3 : Des certificats de nationalité française (31 - 31-3) .....	44
Chapitre VII : Des effets sur la nationalité française des transferts de souveraineté relatifs à certains territoires (32-32-5) .....	45
Chapitre VIII : Dispositions particulières aux collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie (33- 33-2) .....	47
Titre II : Des actes de l'état civil .....	48
Chapitre Ier : Dispositions générales. (34- 54) .....	48
Chapitre II : Des actes de naissance. ....	52
Section 1 : Des déclarations de naissance. (55 - 59) .....	52
Section 2 : Des changements de prénoms et de nom. (60 - 61-4) .....	54
Section 2 bis : De la modification de la mention du sexe à l'état civil (61-5 - 61-8) .....	55
Section 3 : De l'acte de reconnaissance. (62 - 62-1) .....	56
Chapitre III : Des actes de mariage. (63- 76) .....	58
Chapitre IV : Des actes de décès. (78- 92) .....	62
Chapitre V : Des actes de l'état civil concernant les militaires et marins dans certains cas spéciaux. (93- 97) .....	66
Chapitre VI : De l'état civil des personnes nées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française. (98- 98-4) .....	68
Chapitre VII : De l'annulation et de la rectification des actes de l'état civil (99- 101) .....	69
Chapitre VIII : De la publicité des actes de l'état civil (101-1- 101-2) .....	71
Titre III : Du domicile (102- 111) .....	72
Titre IV : Des absents .....	74
Chapitre Ier : De la présomption d'absence (112- 121) .....	74
Chapitre II : De la déclaration d'absence (122- 132) .....	76
Titre V : Du mariage .....	78
Chapitre Ier : Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage (143- 164) .....	78
Chapitre II : Des formalités relatives à la célébration du mariage (165- 171) .....	82
Chapitre II bis : Du mariage des Français à l'étranger .....	83
Section 1 : Dispositions générales (171-1) .....	83
Section 2 : Des formalités préalables au mariage célébré à l'étranger par une autorité étrangère (171-2 - 171-4) .....	83
Section 3 : De la transcription du mariage célébré à l'étranger par une autorité étrangère (171-5 - 171-8) .....	84
Section 4 : De l'impossibilité pour les Français établis hors de France de célébrer leur mariage à l'étranger (171-9) .....	85
Chapitre III : Des oppositions au mariage (172- 179) .....	86
Chapitre IV : Des demandes en nullité de mariage (180- 202) .....	88
Chapitre IV bis : Des règles de conflit de lois (202-1- 202-2) .....	91
Chapitre V : Des obligations qui naissent du mariage (203- 211) .....	92
Chapitre VI : Des devoirs et des droits respectifs des époux (212- 226) .....	94
Chapitre VII : De la dissolution du mariage (227) .....	98
Titre VI : Du divorce .....	99
Chapitre Ier : Des cas de divorce (229) .....	99
Section 1 : Du divorce par consentement mutuel .....	99
Paragraphe 1 : Du divorce par consentement mutuel par acte sous signature privée contresigné par avocats, déposé au rang des minutes d'un notaire (229-1- 229-4) .....	99
Paragraphe 2 : Du divorce par consentement mutuel judiciaire (230- 232) .....	100
Section 2 : Du divorce accepté (233 - 234) .....	101

Section 3 : Du divorce pour altération définitive du lien conjugal (237 - 238) .....	101
Section 4 : Du divorce pour faute (242 - 246) .....	102
Section 5 : Des modifications du fondement d'une demande en divorce (247 - 247-2) .....	102
Chapitre II : De la procédure du divorce judiciaire .....	104
Section 1 : Dispositions générales (248 - 249-4) .....	104
Section 2 : De la procédure applicable au divorce par consentement mutuel judiciaire (250 - 250-3) .....	104
Section 3 : De la procédure applicable aux autres cas de divorce judiciaire .....	105
Paragraphe 1 : De l'introduction de la demande en divorce (251- 253) .....	105
Paragraphe 2 : Des mesures provisoires. (254- 256) .....	106
Paragraphe 3 : Des preuves. (259- 259-3) .....	107
Chapitre III : Des conséquences du divorce .....	109
Section 1 : De la date à laquelle se produisent les effets du divorce (260 - 262-2) .....	109
Section 2 : Des conséquences du divorce pour les époux .....	110
Paragraphe 1 : Dispositions générales. (263- 265-2) .....	110
Paragraphe 2 : Des conséquences propres aux divorces autres que par consentement mutuel. (266- 268) .....	111
Paragraphe 3 : Des prestations compensatoires. (270- 281) .....	112
Paragraphe 4 : Du logement. (285-1) .....	116
Section 3 : Des conséquences du divorce pour les enfants (286) .....	117
Chapitre IV : De la séparation de corps .....	118
Section 1 : Des cas et de la procédure de la séparation de corps (296 - 298) .....	118
Section 2 : Des conséquences de la séparation de corps (299 - 304) .....	118
Section 3 : De la fin de la séparation de corps (305 - 308) .....	119
Chapitre V : Du conflit des lois relatives au divorce et à la séparation de corps (309) .....	121
Titre VII : De la filiation .....	122
Chapitre Ier : Dispositions générales (310-1- 310-2) .....	122
Section 1 : Des preuves et présomptions (310-3 - 311-2) .....	122
Section 2 : Du conflit des lois relatives à la filiation (311-14 - 311-17) .....	123
Section 3 : Des règles de dévolution du nom de famille et du nom d'usage (311-21 - 311-24-2) .....	124
Chapitre II : De l'établissement de la filiation .....	126
Section 1 : De l'établissement de la filiation par l'effet de la loi .....	126
Paragraphe 1 : De la désignation de la mère dans l'acte de naissance (311-25) .....	126
Paragraphe 2 : De la présomption de paternité (312- 315) .....	126
Section 2 : De l'établissement de la filiation par la reconnaissance (316 - 316-5) .....	127
Section 3 : De l'établissement de la filiation par la possession d'état (317) .....	128
Chapitre III : Des actions relatives à la filiation .....	130
Section 1 : Dispositions générales (318 - 324) .....	130
Section 2 : Des actions aux fins d'établissement de la filiation (325 - 331) .....	131
Section 3 : Des actions en contestation de la filiation (332 - 337) .....	132
Chapitre IV : De l'action à fins de subsides (342- 342-8) .....	135
Chapitre V : De l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur (342-9- 342-13) .....	137
Titre VIII : De la filiation adoptive .....	139
Chapitre Ier : Des conditions requises pour l'adoption .....	139
Section 1 : De l'adoptant (343 - 343-1) .....	139
Section 2 : De l'adopté (344 - 345-2) .....	139
Section 3 : Des rapports entre l'adoptant et l'adopté (346 - 347) .....	140
Section 4 : Du consentement à l'adoption (348 - 350) .....	140
Chapitre II : De la procédure et du jugement d'adoption .....	143
Section 1 : Du placement en vue de l'adoption (351 - 352-2) .....	143
Section 2 : De l'agrément (353) .....	143
Section 3 : Du jugement d'adoption (353-1 - 354) .....	144
Chapitre III : Des effets de l'adoption .....	145
Section 1 : Dispositions communes (355) .....	145
Section 2 : Des effets de l'adoption plénière (356 - 359) .....	145
Section 3 : Des effets de l'adoption simple (360 - 369-1) .....	146
Chapitre IV : De l'adoption de l'enfant de l'autre membre du couple (370) .....	149
Section 1 : Dispositions communes (370-1 - 370-1-2) .....	149
Section 2 : Dispositions propres à l'adoption plénière .....	149
Paragraphe 1 : Des conditions requises pour l'adoption plénière (370-1-3) .....	149
Paragraphe 2 : Des effets de l'adoption plénière (370-1-4- 370-1-5) .....	150
Section 3 : Dispositions propres à l'adoption simple .....	150
Paragraphe 1 : Des conditions requises pour l'adoption simple (370-1-6) .....	150
Paragraphe 2 : Des effets de l'adoption simple (370-1-7- 370-1-8) .....	150
Chapitre V : De l'adoption internationale, des conflits de lois et de l'effet en France des adoptions prononcées à l'étranger (370-2- 370-5) .....	152
Titre IX : De l'autorité parentale .....	153
Chapitre Ier : De l'autorité parentale relativement à la personne de l'enfant (371- 371-6) .....	153
Section 1 : De l'exercice de l'autorité parentale .....	154
Paragraphe 1 : Principes généraux. (372- 373-1) .....	154
Paragraphe 2 : De l'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés (373-2- 373-2-5) .....	156
Paragraphe 3 : De l'intervention du juge aux affaires familiales (373-2-6- 373-2-13) .....	158
Paragraphe 4 : De l'intervention des tiers (373-3- 374-2) .....	161
Section 2 : De l'assistance éducative (375 - 375-9) .....	161
Section 2-1 : Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (375-9-1 - 375-9-2) .....	165
Section 3 : De la délégation de l'autorité parentale (376 - 377-3) .....	166
Section 4 : Du retrait total ou partiel de l'autorité parentale et du retrait de l'exercice de l'autorité parentale (378 - 381) .....	168
Section 5 : De la déclaration judiciaire de délaissement parental (381-1 - 381-2) .....	169
Chapitre II : De l'autorité parentale relativement aux biens de l'enfant .....	171
Section 1 : De l'administration légale (382 - 386) .....	171
Section 2 : De la jouissance légale (386-1 - 386-4) .....	172
Section 3 : De l'intervention du juge des tutelles (387 - 387-6) .....	172
Titre X : De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation .....	175

Chapitre Ier : De la minorité (388- 388-2) .....	175
Chapitre II : De la tutelle .....	177
Section 1 : Des cas d'ouverture et de fin de la tutelle (390 - 393) .....	177
Section 2 : De l'organisation et du fonctionnement de la tutelle .....	177
Paragraphe 1 : Des charges tutélaires (394- 397) .....	177
Paragraphe 2 : Du conseil de famille (398- 402) .....	178
Paragraphe 3 : Du tuteur (403- 408-1) .....	179
Paragraphe 4 : Du subrogé tuteur (409- 410) .....	180
Paragraphe 5 : De la vacance de la tutelle (411- 411-1) .....	181
Paragraphe 6 : De la responsabilité (412- 413) .....	181
Chapitre III : De l'émancipation (413-1- 413-8) .....	183
Titre XI : De la majorité et des majeurs protégés par la loi .....	184
Chapitre Ier : Des dispositions générales (414) .....	184
Section 1 : Des dispositions indépendantes des mesures de protection (414-1 - 414-3) .....	184
Section 2 : Des dispositions communes aux majeurs protégés (415 - 424) .....	185
Chapitre II : Des mesures de protection juridique des majeurs .....	188
Section 1 : Des dispositions générales (425 - 427) .....	188
Section 2 : Des dispositions communes aux mesures judiciaires (428 - 432) .....	189
Section 3 : De la sauvegarde de justice (433 - 439) .....	190
Section 4 : De la curatelle et de la tutelle (440) .....	192
Sous-section 1 : De la durée de la mesure (441- 443) .....	192
Sous-section 2 : De la publicité de la mesure (444) .....	193
Sous-section 3 : Des organes de protection (445) .....	193
Sous-section 4 : Des effets de la curatelle et de la tutelle quant à la protection de la personne (457-1- 463) .....	197
Sous-section 5 : De la régularité des actes (464- 466) .....	199
Sous-section 6 : Des actes faits dans la curatelle (467- 472) .....	200
Sous-section 7 : Des actes faits dans la tutelle (473- 476) .....	201
Section 5 : Du mandat de protection future .....	202
Sous-section 1 : Des dispositions communes (477- 488) .....	202
Sous-section 2 : Du mandat notarié (489- 491) .....	205
Sous-section 3 : Du mandat sous seing privé (492- 494) .....	206
Section 6 : De l'habilitation familiale (494-1 - 494-12) .....	206
Chapitre III : De la mesure d'accompagnement judiciaire (495- 495-9) .....	210
Titre XII : De la gestion du patrimoine des mineurs et majeurs en tutelle .....	212
Chapitre Ier : Des modalités de la gestion (496- 499) .....	212
Section 1 : Des décisions du conseil de famille ou du juge (500 - 502) .....	212
Section 2 : Des actes du tuteur .....	213
Paragraphe 1 : Des actes que le tuteur accomplit sans autorisation (503- 504) .....	213
Paragraphe 2 : Des actes que le tuteur accomplit avec une autorisation (505- 508) .....	214
Paragraphe 3 : Des actes que le tuteur ne peut accomplir (509) .....	215
Chapitre II : De l'établissement, de la vérification et de l'approbation des comptes (510- 514) .....	217
Chapitre III : De la prescription (515) .....	219
Titre XIII : Du pacte civil de solidarité et du concubinage .....	220
Chapitre Ier : Du pacte civil de solidarité (515-1- 515-7-1) .....	220
Chapitre II : Du concubinage (515-8) .....	224
Titre : XIV : Des mesures de protection des victimes de violences (515-9- 515-13-1) .....	225
Livre II : Des biens et des différentes modifications de la propriété (515-14) .....	228
Titre Ier : De la distinction des biens (516) .....	228
Chapitre Ier : Des immeubles (517- 526) .....	228
Chapitre II : Des meubles (527- 536) .....	231
Chapitre III : Des biens dans leurs rapports avec ceux qui les possèdent (537- 543) .....	233
Titre II : De la propriété (544- 546) .....	234
Chapitre Ier : Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose (547- 550) .....	234
Chapitre II : Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose (551) .....	236
Section 1 : Du droit d'accession relativement aux choses immobilières (552 - 564) .....	236
Section 2 : Du droit d'accession relativement aux choses mobilières (565 - 577) .....	238
Titre III : De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation .....	241
Chapitre Ier : De l'usufruit (578- 581) .....	241
Section 1 : Des droits de l'usufruitier (582 - 599) .....	241
Section 2 : Des obligations de l'usufruitier (600 - 616) .....	244
Section 3 : Comment l'usufruit prend fin (617 - 624) .....	247
Chapitre II : De l'usage et de l'habitation (625- 636) .....	249
Titre IV : Des servitudes ou services fonciers (637- 639) .....	251
Chapitre Ier : Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux (640- 648) .....	251
Chapitre II : Des servitudes établies par la loi (649- 652) .....	254
Section 1 : Du mur et du fossé mitoyens (653 - 673) .....	254
Section 2 : De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions (674) .....	257
Section 3 : Des vues sur la propriété de son voisin (675 - 680) .....	258
Section 4 : De l'égout des toits (681) .....	259
Section 5 : Du droit de passage (682 - 685-1) .....	259
Chapitre III : Des servitudes établies par le fait de l'homme .....	261
Section 1 : Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens (686 - 689) .....	261
Section 2 : Comment s'établissent les servitudes (690 - 696) .....	261
Section 3 : Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due (697 - 702) .....	263
Section 4 : Comment les servitudes s'éteignent (703 - 710) .....	264
Titre V : De la publicité foncière .....	265
Chapitre unique : De la forme authentique des actes (710-1) .....	265
Livre III : Des différentes manières dont on acquiert la propriété .....	266
Dispositions générales (711- 717) .....	266
Titre Ier : Des successions .....	268

Chapitre Ier : De l'ouverture des successions, du titre universel et de la saisine (720-724-1) .....	268
Chapitre II : Des qualités requises pour succéder - De la preuve de la qualité d'héritier. ....	269
Section 1 : Des qualités requises pour succéder. (725 - 729-1) .....	269
Section 2 : De la preuve de la qualité d'héritier. (730 - 730-5) .....	270
Chapitre III : Des héritiers. (731-732) .....	272
Section 1 : Des droits des parents en l'absence de conjoint successible. (733) .....	272
Paragraphe 1 : Des ordres d'héritiers. (734-740) .....	272
Paragraphe 2 : Des degrés. (741-745) .....	274
Paragraphe 3 : De la division par branches, paternelle et maternelle. (746-750) .....	275
Paragraphe 4 : De la représentation. (751-755) .....	275
Section 2 : Des droits du conjoint successible. ....	277
Paragraphe 1 : De la nature des droits, de leur montant et de leur exercice (756-758-6) .....	277
Paragraphe 2 : De la conversion de l'usufruit (759-762) .....	279
Paragraphe 3 : Du droit au logement temporaire et du droit viager au logement (763-766) .....	279
Paragraphe 4 : Du droit à pension (767) .....	281
Chapitre IV : De l'option de l'héritier .....	282
Section 1 : Dispositions générales. (768 - 781) .....	282
Section 2 : De l'acceptation pure et simple de la succession. (782 - 786) .....	284
Section 3 : De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net. ....	285
Paragraphe 1 : Des modalités de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net. (787-790) .....	285
Paragraphe 2 : Des effets de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net. (791-803) .....	286
Section 4 : De la renonciation à la succession. (804 - 808) .....	289
Chapitre V : Des successions vacantes et des successions en déshérence .....	291
Section 1 : Des successions vacantes. ....	291
Paragraphe 1 : De l'ouverture de la vacance. (809-809-3) .....	291
Paragraphe 2 : Des pouvoirs du curateur. (810-810-6) .....	291
Paragraphe 3 : De la reddition des comptes et de la fin de la curatelle. (810-7-810-12) .....	293
Section 2 : Des successions en déshérence. (811 - 811-3) .....	294
Chapitre VI : De l'administration de la succession par un mandataire. ....	295
Section 1 : Du mandat à effet posthume. ....	295
Paragraphe 1 : Des conditions du mandat à effet posthume. (812-812-1-4) .....	295
Paragraphe 2 : De la rémunération du mandataire. (812-2-812-3) .....	296
Paragraphe 3 : De la fin du mandat à effet posthume. (812-4-812-7) .....	296
Section 2 : Du mandataire désigné par convention. (813) .....	297
Section 3 : Du mandataire successoral désigné en justice. (813-1 - 814-1) .....	297
Chapitre VII : Du régime légal de l'indivision. (815-815-1) .....	300
Section 1 : Des actes relatifs aux biens indivis. ....	300
Paragraphe 1 : Des actes accomplis par les indivisaires. (815-2-815-3) .....	300
Paragraphe 2 : Des actes autorisés en justice. (815-4-815-7-1) .....	301
Section 2 : Des droits et des obligations des indivisaires. (815-8 - 815-16) .....	302
Section 3 : Du droit de poursuite des créanciers. (815-17) .....	304
Section 4 : De l'indivision en usufruit. (815-18) .....	305
Chapitre VIII : Du partage. ....	306
Section 1 : Des opérations de partage. ....	306
Sous-section 1 : Dispositions communes. (816) .....	306
Sous-section 2 : Du partage amiable. (835-839) .....	311
Sous-section 3 : Du partage judiciaire. (840-842) .....	312
Section 2 : Du rapport des libéralités. (843 - 863) .....	313
Section 3 : Du paiement des dettes .....	316
Paragraphe 1 : Des dettes des copartageants (864-867) .....	316
Paragraphe 2 : Des autres dettes (870-882) .....	317
Section 4 : Des effets du partage et de la garantie des lots (883 - 886) .....	319
Section 5 : Des actions en nullité du partage ou en complément de part .....	320
Paragraphe 1 : Des actions en nullité du partage (887-888) .....	320
Paragraphe 2 : De l'action en complément de part (889-892) .....	320
Titre II : Des libéralités .....	322
Chapitre Ier : Dispositions générales. (893-900-8) .....	322
Chapitre II : De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre vifs ou par testament. (901-911) .....	325
Chapitre III : De la réserve héréditaire, de la quotité disponible et de la réduction. ....	328
Section 1 : De la réserve héréditaire et de la quotité disponible (912 - 917) .....	328
Section 2 : De la réduction des libéralités excessives .....	329
Paragraphe 1 : Des opérations préliminaires à la réduction (918-920) .....	329
Paragraphe 2 : De l'exercice de la réduction (921-928) .....	330
Paragraphe 3 : De la renonciation anticipée à l'action en réduction (929-930-5) .....	332
Chapitre IV : Des donations entre vifs. ....	335
Section 1 : De la forme des donations entre vifs. (931 - 952) .....	335
Section 2 : Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre vifs. (953 - 966) .....	338
Chapitre V : Des dispositions testamentaires. ....	341
Section 1 : Des règles générales sur la forme des testaments. (967 - 980) .....	341
Section 2 : Des règles particulières sur la forme de certains testaments. (981 - 1001) .....	343
Section 3 : Des institutions d'héritiers et des legs en général. (1002 - 1002-1) .....	347
Section 4 : Du legs universel. (1003 - 1009) .....	347
Section 5 : Du legs à titre universel. (1010 - 1013) .....	348
Section 6 : Des legs particuliers. (1014 - 1024) .....	349
Section 7 : Des exécuteurs testamentaires. (1025 - 1034) .....	351
Section 8 : De la révocation des testaments et de leur caducité. (1035 - 1047) .....	352
Chapitre VI : Des libéralités graduelles et résiduelles. ....	355
Section 1 : Des libéralités graduelles. (1048 - 1056) .....	355
Section 2 : Des libéralités résiduelles. (1057 - 1061) .....	356
Chapitre VII : Des libéralités-partages. ....	358

Section 1 : Dispositions générales. (1075 - 1075-5) .....	358
Section 2 : Des donations-partages. ....	359
Paragraphe 1 : Des donations-partages faites aux héritiers présomptifs. (1076- 1078-3) .....	359
Paragraphe 2 : Des donations-partages faites à des descendants de degrés différents. (1078-4 - 1078-10) .....	360
Section 3 : Des testaments-partages. (1079 - 1080) .....	362
Chapitre VIII : Des donations faites par contrat de mariage aux époux, et aux enfants à naître du mariage. (1081- 1090) .....	363
Chapitre IX : Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage. (1091- 1099-1) .....	365
Titre III : Des sources d'obligations (1100- 1100-2) .....	367
Sous-titre Ier : Le contrat .....	367
Chapitre Ier : Dispositions liminaires (1101 - 1111-1) .....	367
Chapitre II : La formation du contrat .....	370
Section 1 : La conclusion du contrat (1112) .....	370
Section 2 : La validité du contrat (1128) .....	374
Section 3 : La forme du contrat (1172) .....	383
Section 4 : Les sanctions (1178) .....	384
Chapitre III : L'interprétation du contrat (1188 - 1192) .....	386
Chapitre IV : Les effets du contrat .....	387
Section 1 : Les effets du contrat entre les parties (1193) .....	387
Section 2 : Les effets du contrat à l'égard des tiers (1199) .....	389
Section 3 : La durée du contrat (1210- 1215) .....	391
Section 4 : La cession de contrat (1216- 1216-3) .....	391
Section 5 : L'inexécution du contrat (1217- 1218) .....	392
Sous-titre II : La responsabilité extracontractuelle .....	398
Chapitre Ier : La responsabilité extracontractuelle en général (1240 - 1244) .....	398
Chapitre II : La responsabilité du fait des produits défectueux (1245 - 1245-17) .....	399
Chapitre III : La réparation du préjudice écologique (1246 - 1252) .....	402
Chapitre IV : Les troubles anormaux du voisinage (1253) .....	404
Sous-titre III : Autres sources d'obligations (1300) .....	405
Chapitre Ier : La gestion d'affaires (1301 - 1301-5) .....	405
Chapitre II : Le paiement de l'indu (1302 - 1302-3) .....	406
Chapitre III : L'enrichissement injustifié (1303 - 1303-4) .....	406
Titre IV : Du régime général des obligations .....	408
Chapitre Ier : Les modalités de l'obligation .....	408
Section 1 : L'obligation conditionnelle (1304 - 1304-7) .....	408
Section 2 : L'obligation à terme (1305 - 1305-5) .....	409
Section 3 : L'obligation plurielle .....	410
Sous-section 1 : La pluralité d'objets (1306) .....	410
Sous-section 2 : La pluralité de sujets (1309) .....	411
Chapitre II : Les opérations sur obligations .....	414
Section 1 : La cession de créance (1321 - 1326) .....	414
Section 2 : La cession de dette (1327 - 1328-1) .....	415
Section 3 : La novation (1329 - 1335) .....	415
Section 4 : La délégation (1336 - 1340) .....	416
Chapitre III : Les actions ouvertes au créancier (1341- 1341-3) .....	418
Chapitre IV : L'extinction de l'obligation .....	419
Section 1 : Le paiement .....	419
Sous-section 1 : Dispositions générales (1342- 1342-10) .....	419
Sous-section 2 : Dispositions particulières aux obligations de sommes d'argent (1343- 1343-5) .....	420
Sous-section 3 : La mise en demeure (1344) .....	421
Sous-section 4 : Le paiement avec subrogation (1346- 1346-5) .....	423
Section 2 : La compensation .....	424
Sous-section 1 : Règles générales (1347- 1347-7) .....	424
Sous-section 2 : Règles particulières (1348- 1348-2) .....	425
Section 3 : La confusion (1349 - 1349-1) .....	426
Section 4 : La remise de dette (1350 - 1350-2) .....	426
Section 5 : L'impossibilité d'exécuter (1351 - 1351-1) .....	426
Chapitre V : Les restitutions (1352- 1352-9) .....	428
Titre IV bis : De la preuve des obligations .....	430
Chapitre Ier : Dispositions générales (1353- 1357) .....	430
Chapitre II : L'admissibilité des modes de preuve (1358- 1362) .....	432
Chapitre III : Les différents modes de preuve .....	434
Section 1 : La preuve par écrit .....	434
Sous-section 1 : Dispositions générales (1363- 1368) .....	434
Sous-section 2 : L'acte authentique (1369- 1371) .....	435
Sous-section 3 : L'acte sous signature privée (1372- 1377) .....	435
Sous-section 4 : Autres écrits (1378- 1378-2) .....	437
Sous-section 5 : Les copies (1379) .....	437
Sous-section 6 : Les actes récongnitifs (1380) .....	437
Section 2 : La preuve par témoins (1381) .....	438
Section 3 : La preuve par présomption judiciaire (1382) .....	438
Section 4 : L'aveu (1383 - 1383-2) .....	438
Section 5 : Le serment (1384) .....	439
Sous-section 1 : Le serment décisore (1385- 1385-4) .....	439
Sous-section 2 : Le serment déferé d'office (1386- 1386-1) .....	440
Titre V : Du contrat de mariage et des régimes matrimoniaux .....	441
Chapitre Ier : Dispositions générales. (1387- 1399-6) .....	441
Chapitre II : Du régime en communauté .....	447
Première partie : De la communauté légale (1400) .....	447
Section 1 : De ce qui compose la communauté activement et passivement (1401) .....	447
Section 2 : De l'administration de la communauté et des biens propres. (1421- 1440) .....	451

Section 3 : De la dissolution de la communauté (1441) .....	455
Deuxième partie : De la communauté conventionnelle. (1497) .....	460
Section 1 : De la communauté de meubles et acquêts. (1498- 1501) .....	461
Section 2 : De la clause d'administration conjointe. (1503) .....	462
Section 3 : De la clause de prélèvement moyennant indemnité. (1511- 1514) .....	462
Section 4 : Du préciput. (1515- 1519) .....	463
Section 5 : De la stipulation de parts inégales. (1520- 1525) .....	463
Section 6 : De la communauté universelle. (1526) .....	464
Dispositions communes aux deux parties du chapitre II. (1527) .....	464
Chapitre III : Du régime de séparation de biens. (1536- 1543) .....	466
Chapitre IV : Du régime de participation aux acquêts. (1569- 1581) .....	468
Titre VI : De la vente .....	472
Chapitre Ier : De la nature et de la forme de la vente. (1582- 1593) .....	472
Chapitre II : Qui peut acheter ou vendre. (1594- 1597) .....	475
Chapitre III : Des choses qui peuvent être vendues. (1598- 1601) .....	476
Chapitre III-1 : De la vente d'immeubles à construire. (1601-1- 1601-4) .....	477
Chapitre IV : Des obligations du vendeur .....	478
Section 1 : Dispositions générales. (1602 - 1603) .....	478
Section 2 : De la délivrance. (1604 - 1624) .....	478
Section 3 : De la garantie. (1625) .....	481
Paragraphe 1 : De la garantie en cas d'éviction. (1626- 1640) .....	481
Paragraphe 2 : De la garantie des défauts de la chose vendue. (1641- 1649) .....	483
Chapitre V : Des obligations de l'acheteur. (1650- 1657) .....	487
Chapitre VI : De la nullité et de la résolution de la vente. (1658) .....	489
Section 1 : De la faculté de rachat. (1659 - 1673) .....	489
Section 2 : De la rescision de la vente pour cause de lésion. (1674 - 1685) .....	491
Chapitre VII : De la licitation. (1686- 1688) .....	493
Chapitre VIII : Du transport de certains droits incorporels, des droits successifs et des droits litigieux (1689- 1701-1) .....	494
Titre VII : De l'échange (1702- 1707) .....	496
Titre VIII : Du contrat de louage .....	497
Chapitre Ier : Dispositions générales. (1708- 1712) .....	497
Chapitre II : Du louage des choses. (1713) .....	498
Section 1 : Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux. (1714 - 1751-1) .....	498
Section 2 : Des règles particulières aux baux à loyer. (1752 - 1762) .....	504
Section 3 : Des règles particulières aux baux à ferme. (1764 - 1778) .....	506
Chapitre III : Du louage d'ouvrage et d'industrie. (1779) .....	509
Section 1 : Du louage de service. (1780) .....	509
Section 2 : Des voituriers par terre et par eau. (1782 - 1786) .....	509
Section 3 : Des devis et des marchés. (1787 - 1799-1) .....	510
Chapitre IV : Du bail à cheptel .....	516
Section 1 : Dispositions générales. (1800 - 1803) .....	516
Section 2 : Du cheptel simple. (1804 - 1817) .....	516
Section 3 : Du cheptel à moitié. (1818 - 1820) .....	518
Section 4 : Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou métayer. ....	518
Paragraphe 1 : Du cheptel donné au fermier. (1821- 1826) .....	518
Paragraphe 2 : Du cheptel donné au métayer. (1827- 1830) .....	519
Section 5 : Du contrat improprement appelé cheptel. (1831) .....	519
Titre VIII bis : Du contrat de promotion immobilière (1831-1- 1831-5) .....	521
Titre IX : De la société .....	522
Chapitre Ier : Dispositions générales. (1832- 1844-17) .....	522
Chapitre II : De la société civile .....	531
Section 1 : Dispositions générales. (1845 - 1845-1) .....	531
Section 2 : Gérance. (1846 - 1851) .....	531
Section 3 : Décisions collectives. (1852 - 1854-1) .....	533
Section 4 : Information des associés. (1855 - 1856) .....	533
Section 5 : Engagement des associés à l'égard des tiers. (1857 - 1860) .....	534
Section 6 : Cession des parts sociales. (1861 - 1868) .....	534
Section 7 : Retrait ou décès d'un associé. (1869 - 1870-1) .....	536
Chapitre III : De la société en participation. (1871- 1873) .....	538
Titre IX bis : Des conventions relatives à l'exercice des droits indivis (1873-1) .....	540
Chapitre Ier : Des conventions relatives à l'exercice des droits indivis en l'absence d'usufruitier. (1873-2- 1873-15) .....	540
Chapitre II : Des conventions relatives à l'exercice des droits indivis en présence d'un usufruitier. (1873-16- 1873-18) .....	543
Titre X : Du prêt (1874) .....	544
Chapitre Ier : Du prêt à usage, ou commodat .....	544
Section 1 : De la nature du prêt à usage. (1875 - 1879) .....	544
Section 2 : Des engagements de l'emprunteur. (1880 - 1887) .....	545
Section 3 : Des engagements de celui qui prête à usage. (1888 - 1891) .....	546
Chapitre II : Du prêt de consommation, ou simple prêt .....	547
Section 1 : De la nature du prêt de consommation. (1892 - 1897) .....	547
Section 2 : Des obligations du prêteur. (1898 - 1901) .....	547
Section 3 : Des engagements de l'emprunteur. (1902 - 1904) .....	548
Chapitre III : Du prêt à intérêt. (1905- 1914) .....	549
Titre XI : Du dépôt et du séquestre .....	551
Chapitre Ier : Du dépôt en général et de ses diverses espèces. (1915- 1916) .....	551
Chapitre II : Du dépôt proprement dit .....	552
Section 1 : De la nature et de l'essence du contrat de dépôt. (1917 - 1920) .....	552
Section 2 : Du dépôt volontaire. (1921 - 1926) .....	552
Section 3 : Des obligations du dépositaire. (1927 - 1946) .....	553
Section 4 : Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait. (1947 - 1948) .....	555
Section 5 : Du dépôt nécessaire. (1949 - 1954) .....	556



Chapitre III : Du séquestre .....	557
Section 1 : Des différentes espèces de séquestre. (1955) .....	557
Section 2 : Du séquestre conventionnel. (1956 - 1960) .....	557
Section 3 : Du séquestre ou dépôt judiciaire. (1961 - 1963) .....	557
Titre XII : Des contrats aléatoires. ....	559
Chapitre Ier : Du jeu et du pari. (1965-1967) .....	559
Chapitre II : Du contrat de rente viagère .....	560
Section 1 : Des conditions requises pour la validité du contrat. (1968 - 1976) .....	560
Section 2 : Des effets du contrat entre les parties contractantes. (1977 - 1983) .....	561
Titre XIII : Du mandat .....	563
Chapitre Ier : De la nature et de la forme du mandat. (1984-1990) .....	563
Chapitre II : Des obligations du mandataire. (1991-1997) .....	565
Chapitre III : Des obligations du mandant. (1998-2002) .....	567
Chapitre IV : Des différentes manières dont le mandat finit. (2003-2010) .....	568
Titre XIV : De la fiducie (2011-2030) .....	570
Titre XV : Des transactions (2044-2052) .....	574
Titre XVI : De la convention d'arbitrage (2059-2061) .....	576
Titre XVII : De la convention de procédure participative (2062-2068) .....	577
Titre XX : De la prescription extinctive .....	579
Chapitre Ier : Dispositions générales. (2219-2223) .....	579
Chapitre II : Des délais et du point de départ de la prescription extinctive. ....	580
Section 1 : Du délai de droit commun et de son point de départ. (2224) .....	580
Section 2 : De quelques délais et points de départ particuliers. (2225 - 2227) .....	580
Chapitre III : Du cours de la prescription extinctive. ....	582
Section 1 : Dispositions générales. (2228 - 2232) .....	582
Section 2 : Des causes de report du point de départ ou de suspension de la prescription. (2233 - 2239) .....	583
Section 3 : Des causes d'interruption de la prescription. (2240 - 2246) .....	584
Chapitre IV : Des conditions de la prescription extinctive. ....	587
Section 1 : De l'invocation de la prescription. (2247 - 2249) .....	587
Section 2 : De la renonciation à la prescription. (2250 - 2253) .....	587
Section 3 : De l'aménagement conventionnel de la prescription. (2254) .....	588
Titre XXI : De la possession et de la prescription acquisitive .....	589
Chapitre Ier : Dispositions générales. (2255-2257) .....	589
Chapitre II : De la prescription acquisitive. (2258-2259) .....	590
Section 1 : Des conditions de la prescription acquisitive. (2260 - 2271) .....	590
Section 2 : De la prescription acquisitive en matière immobilière. (2272 - 2275) .....	592
Section 3 : De la prescription acquisitive en matière mobilière. (2276 - 2277) .....	592
Chapitre III : De la protection possessoire. (2278) .....	594
Livre IV : Des sûretés (2284-2287- ) .....	595
Titre Ier : Des sûretés personnelles (2287-1) .....	595
Chapitre Ier : Du cautionnement .....	596
Section 1 : Dispositions générales (2288 - 2291-1) .....	596
Section 2 : De la formation et de l'étendue du cautionnement (2292 - 2301) .....	596
Section 3 : Des effets du cautionnement .....	598
Sous-section 1 : Des effets du cautionnement entre le créancier et la caution (2302-2307) .....	598
Sous-section 2 : Des effets du cautionnement entre le débiteur et la caution (2308-2311) .....	600
Sous-section 3 : Des effets du cautionnement entre les cautions (2312) .....	600
Section 4 : De l'extinction du cautionnement (2313 - 2320) .....	601
Chapitre II : De la garantie autonome (2321) .....	603
Chapitre III : De la lettre d'intention (2322) .....	604
Titre II : Des sûretés réelles .....	605
Sous-titre Ier : Dispositions générales (2323-2326) .....	605
Sous-titre II : Des sûretés sur les meubles (2329) .....	606
Chapitre Ier : Des privilèges mobiliers (2330) .....	606
Section 1 : Des privilèges généraux (2331-2331-1) .....	606
Section 2 : Des privilèges spéciaux (2332) .....	607
Section 3 : Du classement des privilèges (2332-1-2332-4) .....	607
Chapitre II : Du gage de meubles corporels (2333 - 2350) .....	608
Chapitre III : Du nantissement de meubles incorporels. (2355 - 2366) .....	611
Chapitre IV : De la propriété retenue ou cédée à titre de garantie. ....	613
Section 1 : De la propriété retenue à titre de garantie. (2367-2372) .....	613
Section 2 : De la propriété cédée à titre de garantie. (2372-1) .....	614
Sous-titre III : Des sûretés sur les immeubles (2375) .....	617
Chapitre Ier : Des privilèges immobiliers (2376 - 2378) .....	617
Chapitre II : Du gage immobilier. (2379 - 2384) .....	618
Chapitre III : Des hypothèques .....	618
Section 1 : Dispositions générales (2385-2391) .....	618
Section 2 : Des hypothèques légales (2392) .....	619
Section 3 : Des hypothèques judiciaires (2408) .....	623
Section 4 : Des hypothèques conventionnelles (2409-2417) .....	623
Section 5 : Du classement des hypothèques (2418-2420) .....	625
Section 6 : De l'inscription des hypothèques (2421) .....	625
Section 7 : Des effets des hypothèques (2450) .....	632
Section 8 : De la transmission et de l'extinction des hypothèques (2473-2474) .....	635
Chapitre IV : De la fiducie à titre de garantie (2488-1 - 2488-5) .....	636
Titre III : De l'agent des sûretés (2488-6-2488-12) .....	638
Livre V : Dispositions applicables à Mayotte (2489-2490- ) .....	640
Titre préliminaire : Dispositions relatives au titre préliminaire (2491) .....	640
Titre Ier : Dispositions relatives au livre Ier (2492-2495) .....	641
Titre II : Dispositions relatives au livre II (2500-2502) .....	642

---

Titre III : Dispositions relatives au livre III (2503- 2508) .....	643
Titre IV : Dispositions relatives à l'immatriculation des immeubles et aux droits sur les immeubles. (2509) .....	645
Chapitre Ier : Du régime de l'immatriculation des immeubles .....	645
Section 1 : Dispositions générales (2510 - 2515) .....	645
Section 2 : De l'immatriculation des immeubles et de ses effets (2516 - 2520) .....	646
Section 3 : De l'inscription des droits sur l'immeuble (2521 - 2529) .....	647
Chapitre II : Dispositions diverses .....	650
Section 1 : Privilèges et hypothèques (2530 - 2532) .....	650
Section 2 : Expropriation forcée (2534) .....	650

---

# Titre préliminaire : De la publication, des effets et de l'application des lois en général

1

Ordonnance n°2004-164 du 20 février 2004 - art. 1 (J) JORF 21 février 2004 en vigueur le 1er juin 2004

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les lois et, lorsqu'ils sont publiés au Journal officiel de la République française, les actes administratifs entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le lendemain de leur publication. Toutefois, l'entrée en vigueur de celles de leurs dispositions dont l'exécution nécessite des mesures d'application est reportée à la date d'entrée en vigueur de ces mesures.

En cas d'urgence, entrent en vigueur dès leur publication les lois dont le décret de promulgation le prescrit et les actes administratifs pour lesquels le Gouvernement l'ordonne par une disposition spéciale.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux actes individuels.

## Ressources

- > [Éléments d'appréciation et fixation de la prestation compensatoire \(fr\) - La GBD](#)
- > [Les modes de saisine du JAF](#)
- > [Le régime des mesures provisoires \(fr\) - La GBD](#)
- > [La protection du logement des époux constitutif du domicile conjugal \(fr\) - La GBD](#)
- > [La protection du logement conjugal \(fr\) - La GBD](#)

## Circulaires et Instructions

- > [INSTRUCTION N° 12820/ARM/SGA relative au Bulletin officiel des armées.](#)
- > [INSTRUCTION N° 9278/DEF/SGA/DAJ/D2P fixant la procédure d'élaboration des textes réglementaires relatifs à l'organisation et aux attributions du ministère de la défense.](#)

2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif.

## Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

- > [Chambre sociale, 13 Janvier 2021, n°19-20.736, \(B\) \[ ECLI:FR:CCASS:2021:SO00076 \]](#)
- > [Civ., 20 avril 2023, n° 21-23.712, \(B\), FRH \[ ECLI:FR:CCASS:2023:C200423 \]](#)
- > [Civ., 23 mars 2022, n° 20-17.663, \(B\), FRH \[ ECLI:FR:CCASS:2022:C100267 \]](#)
- > [Civ., 9 février 2022, n° 21-10.388, \(B\), FS \[ ECLI:FR:CCASS:2022:C300134 \]](#)
- > [Civ., 12 mai 2021, n° 20-14.992 \(P\) \[ ECLI:FR:CCASS:2021:C200423 \]](#)
- > [Civ., 26 novembre 2020, n° 19-11.501 \(P\) \[ ECLI:FR:CCASS:2020:C201281 \]](#)

## Dictionnaire du Droit privé

- > [Rétroactif](#)

3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française.

Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étranger.

## Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

- > [Civ., 17 novembre 2021, n° 20-19.420, \(B\) \[ ECLI:FR:CCASS:2021:C100708 \]](#)
- > [Civ., 11 juillet 2019, n° 18-14.186, n° 18-16.277 \(P\) \[ ECLI:FR:CCASS:2019:C100673 \]](#)

> Civ., 15 mai 2019, n° 18-12.602 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2019:C100434 ]

#### Dictionnaire du Droit privé

> Immeuble

4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice.

#### Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Civ., 25 octobre 2018, n° 17-16.828 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2018:C300955 ]

#### Dictionnaire du Droit privé

> Citation

5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises.

#### Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 16 février 2022, n° 20-21.758, (B), FS [ ECLI:FR:CCASS:2022:SO00234 ]

> Civ., 9 janvier 2019, n° 18-50.032 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2019:C100004 ]

#### Ressources

> Recherche sur le précédent juridictionnel en France, Thèse Université Toulouse Capitole 2019 (Florent Tap)

6

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes moeurs.

#### Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 9 octobre 2019, n° 18-13.314 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2019:SO01418 ]

#### service-public.fr

> Comment faire transcrire en France un divorce prononcé à l'étranger ? : Ordre public

> Exécution d'un jugement civil étranger (divorce, dette...) en France : Ordre public

#### Dictionnaire du Droit privé

> Ordre public

#### Ressources

> Droit international privé et comparé des mariages franco-algériens (fr) (dz) - La GBD

> Le divorce par consentement mutuel par acte d'avocat, foire aux questions.

6-1

LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 6 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le mariage et la filiation adoptive emportent les mêmes effets, droits et obligations reconnus par les lois, à l'exclusion de ceux prévus aux chapitres Ier à IV du titre VII du livre Ier du présent code, que les époux ou les parents soient de sexe différent ou de même sexe.

6-2

Ordonnance n°2022-1292 du 5 octobre 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tous les enfants dont la filiation est légalement établie ont, dans leurs rapports avec leurs parents, les mêmes droits et les mêmes devoirs, sous réserve des dispositions propres à l'adoption simple. La filiation fait entrer l'enfant dans la famille de chacun de ses parents.

# Livre Ier : Des personnes

## Titre Ier : Des droits civils

7

Loi du 26 juin 1889, v. init.

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

### Ressources

> Droit international privé et comparé des mariages franco-algériens (fr) (dz) - La GBD

8

Loi du 10 août 1927, v. init.

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout Français jouira des droits civils.

9

Loi n°70-643 du 17 juillet 1970 - art. 22 (J) JORF 19 juillet 1970

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chacun a droit au respect de sa vie privée.

Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé.

### Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

- > Soc., 30 septembre 2020, n° 19-12.058 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2020:SO00779](#) ]
- > Civ., 9 septembre 2020, n° 19-16.415 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2020:C100526](#) ]
- > Civ., 25 mars 2020, n° 18-26.060 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2020:C100244](#) ]
- > Civ., 11 mars 2020, n° 19-13.716 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2020:C100187](#) ]
- > Civ., 27 novembre 2019, n° 18-14.675 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2019:C100990](#) ]

### Dictionnaire du Droit privé

- > Secret / Secret professionnel
- > Vie privée

### Ressources

- > Les alternatives à l'article 9 du Code civil pour protéger la vie privée des personnes morales, Note sous Cass. 1re civ., 16 mai 2018, no 17-11.210. 2018 (Kristina Rasolononamalaza)
- > L'édition responsable (fr) - La GBD
- > L'effet Trienweiler (fr) - La GBD
- > Droit international privé et comparé des mariages franco-algériens (fr) (dz) - La GBD
- > Absence de droit exclusif sur l'image des biens : (CE. 13-4-2018 n°397047) (fr) - La GBD

### Circulaires et Instructions

- > INSTRUCTION N° 18011/DEF/EMAT relative à la patrouille de la légion étrangère.

9-1

Loi n°2000-516 du 15 juin 2000 - art. 91 (J) JORF 16 juin 2000 - [Conseil Constit.](#) 2011-113/115 OPC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence.

Lorsqu'une personne est, avant toute condamnation, présentée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire, le juge peut, même en référé, sans préjudice de la

réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'un communiqué, aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence, et ce aux frais de la personne, physique ou morale, responsable de cette atteinte.

**Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation**

- > Première chambre civile, 16 Février 2022, n°21-10.211, (B) [ ECLI:FR:CCASS:2022:C100148 ]
- > Première chambre civile, 06 Janvier 2021, n°19-21.718, (B) [ ECLI:FR:CCASS:2021:C100026 ]

**Ressources**

- > Littérature et faits divers (fr) - La GBD

10

Loi n°72-626 du 5 juillet 1972 - art. 12 (J) JORF 9 juillet 1972 en vigueur le 16 septembre 1972

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chacun est tenu d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité.  
Celui qui, sans motif légitime, se soustrait à cette obligation lorsqu'il en a été légalement requis, peut être contraint d'y satisfaire, au besoin à peine d'astreinte ou d'amende civile, sans préjudice de dommages et intérêts.

**Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation**

- > Civ., 12 mai 2021, n° 19-16.514 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2021:C300405 ]
- > Civ., 12 mai 2021, n° 19-16.515 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2021:C300406 ]
- > Civ., 6 mai 2021, n° 19-25.395 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2021:C200395 ]
- > Civ., 8 octobre 2020, n° 19-17.575 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2020:C200925 ]
- > Com., 15 mai 2019, n° 18-10.491 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2019:C000462 ]

**Dictionnaire du Droit privé**

- > Amende civile

11

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'étranger jouira en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra.

14

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; il pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français.

**Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation**

- > Soc., 5 décembre 2018, n° 17-19.820 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2019:SO01326 ]

**Ressources**

- > Divorces franco-algériens : aspects de droit algérien et de droit international privé (fr) - La GBD
- > Création artistique et régimes matrimoniaux (fr) - La GBD
- > Les exceptions de procédure dans le cadre du divorce : les exceptions d'incompétence et de litispendance (fr) - La GBD

15

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 1 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un Français pourra être traduit devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger.

**Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation**

- > Civ., 13 mai 2020, n° 19-10.941 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2020:C100289 ]

**Ressources**

- > Les exceptions de procédure dans le cadre du divorce : les exceptions d'incompétence et de litispendance (fr) - La GBD

## Chapitre II : Du respect du corps humain

16

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 2 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie.

**Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation**

> Civ., 23 janvier 2019, n° 18-10.706 (P) [ECLI:FR:CCASS:2019:C100055]

**Ressources**

> Droit international privé et comparé des mariages franco-algériens (fr) (dz) - La GBD

> La gestation pour autrui en droit pénal français (fr) - La GBD

**Circulaires et instructions**

> Vérification de l'existence d'une déclaration ou d'un décret de nationalité

16-1

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 3 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chacun a droit au respect de son corps.  
Le corps humain est inviolable.  
Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial.

**Ressources**

> La gestation pour autrui en droit pénal français (fr) - La GBD

16-1-1

LOI n°2008-1350 du 19 décembre 2008 - art. 11

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort.  
Les restes des personnes décédées, y compris les cendres de celles dont le corps a donné lieu à crémation, doivent être traités avec respect, dignité et décence.

**Ressources**

> Le statut juridique du cadavre humain : Approches comparatives, Thèse Université Lumière - Lyon II, 2023 (Jordy Bony)

16-2

LOI n°2008-1350 du 19 décembre 2008 - art. 12

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le juge peut prescrire toutes mesures propres à empêcher ou faire cesser une atteinte illicite au corps humain ou des agissements illicites portant sur des éléments ou des produits de celui-ci, y compris après la mort.

16-3

Loi n°2004-800 du 6 août 2004 - art. 9 (J) JORF 7 août 2004 - Conseil Constit. 2004-468 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité médicale pour la personne ou à titre exceptionnel dans l'intérêt thérapeutique d'autrui.  
Le consentement de l'intéressé doit être recueilli préalablement hors le cas où son état rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas à même de consentir.

**Ressources**

> Vers une redéfinition de l'acte médical, Thèse Université de Rennes, 2016 (Clément Cousin)

> La gestation pour autrui en droit pénal français (fr) - La GBD

16-4

LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 23

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité de l'espèce humaine.  
Toute pratique eugénique tendant à l'organisation de la sélection des personnes est interdite.  
Est interdite toute intervention ayant pour but de faire naître un enfant génétiquement identique à une autre personne vivante ou décédée.



Sans préjudice des recherches tendant à la prévention, au diagnostic et au traitement des maladies, aucune transformation ne peut être apportée aux caractères génétiques dans le but de modifier la descendance de la personne.

#### Ressources

> La gestation pour autrui en droit pénal français (fr) - La GBD

16-5

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 3 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Les conventions ayant pour effet de conférer une valeur patrimoniale au corps humain, à ses éléments ou à ses produits sont nulles.

#### Ressources

> La gestation pour autrui en droit pénal français (fr) - La GBD

16-6

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 3 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Aucune rémunération ne peut être allouée à celui qui se prête à une expérimentation sur sa personne, au prélèvement d'éléments de son corps ou à la collecte de produits de celui-ci.

#### Dictionnaire du Droit privé

> Prêt

16-7

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 3 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle.

#### Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

- > Première chambre civile, 21 Septembre 2022, n°21-50.042, (B) [ ECLI:FR:CCASS:2022:C100660 ]
- > Première chambre civile, 04 Novembre 2020, n°19-50.042, (B) [ ECLI:FR:CCASS:2020:C100642 ]
- > Civ., 4 novembre 2020, n° 19-15.739 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2020:C100641 ]
- > Civ., 20 mars 2019, n° 18-11.815, n° 18-50.006 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2019:C101111 ]

#### Ressources

- > Père(s) sans mère, Les Petites Affiches, 2019, 10, pp.8. (Marc Pichard)
- > La commande d'enfant par son géniteur (est-elle une hypothèse de gestation pour le compte d'autrui ?) Recueil Dalloz, 2017, pp.1143-1148 (Marc Pichard)
- > La gestation pour autrui en droit pénal français (fr) - La GBD
- > L'affaire Mennesson Labassée : la fin d'une longue épopée judiciaire relative à la gestation pour autrui (fr) - La GBD

16-8

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 3 (J) JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Aucune information permettant d'identifier à la fois celui qui a fait don d'un élément ou d'un produit de son corps et celui qui l'a reçu ne peut être divulguée. Le donneur ne peut connaître l'identité du receveur ni le receveur celle du donneur.

En cas de nécessité thérapeutique, seuls les médecins du donneur et du receveur peuvent avoir accès aux informations permettant l'identification de ceux-ci.

16-8-1

LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 5 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Dans le cas d'un don de gamètes ou d'un accueil d'embryon, les receveurs sont les personnes qui ont donné leur consentement à l'assistance médicale à la procréation.

Le principe d'anonymat du don ne fait pas obstacle à l'accès de la personne majeure née d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur, sur sa demande, à des données non identifiantes ou à l'identité du tiers donneur, dans les conditions prévues au chapitre III du titre IV du livre Ier de la deuxième partie du code de la santé publique.

16-9

Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 3 (J. JORF 30 juillet 1994 - Conseil Constit. 94-343/344 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Les dispositions du présent chapitre sont d'ordre public.

[Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation](#)

> Première chambre civile, 21 Septembre 2022, n°21-50.042, (B) [ [ECLI:FR:CCASS:2022:C100660](#) ]

## Chapitre III : De l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne et de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques

16-10

LOI n°2023-380 du 19 mai 2023 - art. 5 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

I.-L'examen des caractéristiques génétiques constitutionnelles d'une personne ne peut être entrepris qu'à des fins médicales ou de recherche scientifique. Il est subordonné au consentement exprès de la personne, recueilli par écrit préalablement à la réalisation de l'examen.

II.-Le consentement prévu au I est recueilli après que la personne a été dûment informée :

1° De la nature de l'examen ;

2° De l'indication de l'examen, s'il s'agit de finalités médicales, ou de son objectif, s'il s'agit de recherches scientifiques ;

3° Le cas échéant, de la possibilité que l'examen révèle incidemment des caractéristiques génétiques sans relation avec son indication initiale ou avec son objectif initial mais dont la connaissance permettrait à la personne ou aux membres de sa famille de bénéficier de mesures de prévention, y compris de conseil en génétique, ou de soins ;

4° De la possibilité de refuser la révélation des résultats de l'examen de caractéristiques génétiques sans relation avec l'indication initiale ou l'objectif initial de l'examen ainsi que des risques qu'un refus ferait courir aux membres de sa famille potentiellement concernés, dans le cas où une anomalie génétique pouvant être responsable d'une affection grave justifiant de mesures de prévention, y compris de conseil génétique, ou de soins serait diagnostiquée.

Le consentement mentionne l'indication ou l'objectif mentionné au 2° du présent II.

Le consentement est révocable en tout ou partie, sans forme et à tout moment.

La communication des résultats révélés incidemment, mentionnés au 4°, est assurée dans le respect des conditions fixées au titre II du livre 1er de la première partie du code de la santé publique, lorsque l'examen poursuit des finalités de recherche scientifique, ou au titre III du même livre 1er, lorsque les finalités de l'examen sont médicales.

III.-Par dérogation aux I et II, en cas d'examen des caractéristiques génétiques mentionné au I entrepris à des fins de recherche scientifique et réalisé à partir d'éléments du corps d'une personne prélevés à d'autres fins, l'article L. 1130-5 du code de la santé publique est applicable.

III bis.-Par dérogation au I du présent article, l'examen des caractéristiques génétiques constitutionnelles d'une personne peut également être entrepris à des fins de lutte contre le dopage, dans les conditions prévues à l'article L. 232-12-2 du code du sport.

IV.-Tout démarchage à caractère publicitaire portant sur l'examen des caractéristiques génétiques constitutionnelles d'une personne est interdit.

16-11

LOI n°2023-380 du 19 mai 2023 - art. 5 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

L'identification d'une personne par ses empreintes génétiques ne peut être recherchée que :

1° Dans le cadre de mesures d'enquête ou d'instruction diligentes lors d'une procédure judiciaire ;

2° A des fins médicales ou de recherche scientifique ;

3° Aux fins d'établir, lorsqu'elle est inconnue, l'identité de personnes décédées ;

4° Dans les conditions prévues à l'article L. 2381-1 du code de la défense ;

5° A des fins de lutte contre le dopage, dans les conditions prévues à l'article L. 232-12-2 du code du sport.

En matière civile, cette identification ne peut être recherchée qu'en exécution d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge saisi d'une action tendant soit à l'établissement ou la contestation d'un lien de filiation, soit à l'obtention ou la suppression de subsides. Le consentement de l'intéressé doit être préalablement et

expressément recueilli. Sauf accord exprès de la personne manifesté de son vivant, aucune identification par empreintes génétiques ne peut être réalisée après sa mort.

Lorsque l'identification est effectuée à des fins médicales ou de recherche scientifique, le consentement exprès de la personne doit être recueilli par écrit préalablement à la réalisation de l'identification, après qu'elle a été dûment informée de sa nature et de sa finalité. Le consentement mentionne la finalité de l'identification. Il est révoquant sans forme et à tout moment.

Lorsque la recherche d'identité mentionnée au 3° concerne soit un militaire décédé à l'occasion d'une opération conduite par les forces armées ou les formations rattachées, soit une victime de catastrophe naturelle, soit une personne faisant l'objet de recherches au titre de l'[article 26 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995](#) d'orientation et de programmation relative à la sécurité et dont la mort est supposée, des prélèvements destinés à recueillir les traces biologiques de cette personne peuvent être réalisés dans des lieux qu'elle est susceptible d'avoir habituellement fréquentés, avec l'accord du responsable des lieux ou, en cas de refus de celui-ci ou d'impossibilité de recueillir cet accord, avec l'autorisation du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire. Des prélèvements aux mêmes fins sur les ascendants, descendants ou collatéraux supposés de cette personne peuvent être également réalisés. Le consentement exprès de chaque personne concernée est alors recueilli par écrit préalablement à la réalisation du prélèvement, après que celle-ci a été dûment informée de la nature de ce prélèvement, de sa finalité ainsi que du caractère à tout moment révoquant de son consentement. Le consentement mentionne la finalité du prélèvement et de l'identification.

Les modalités de mise en œuvre des recherches d'identification mentionnées au 3° du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Réemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Première chambre civile, 03 Mars 2021, n°19-21.384, (B) [ [ECLI:FR:CCASS:2021:C100192](#) ]

16-12

LOI n°2020-1525 du 7 décembre 2020 - art. 105 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont seuls habilités à procéder à des identifications par empreintes génétiques :

1° Les services ou organismes de police technique et scientifique mentionnés à l'[article 157-2 du code de procédure pénale](#) ;

2° Les personnes ayant fait l'objet d'un agrément dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Dans le cadre d'une procédure judiciaire, ces personnes doivent, en outre, être inscrites sur une liste d'experts judiciaires.

16-13

Loi n°2004-800 du 6 août 2004 - art. 4 (J) JORF 7 août 2004 - [Conseil Constit.](#) 2004-498 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Nul ne peut faire l'objet de discriminations en raison de ses caractéristiques génétiques.